

Les travaux concernés sont ceux :

- Uniquement pour la partie commerciale,
- D'habillage façade, enseigne, éclairage extérieur, peinture, store...

Les objectifs pour la commune sont :

- D'augmenter l'attractivité et la fréquentation des commerces du centre-ville,
- D'embellir la commune,
- D'aider les commerçants dont la trésorerie post-Covid ne permet pas d'investissement urgent, à court terme,
- De donner une impulsion pour inciter les bailleurs à entretenir le bâti (commerce et habitation).

La prime « Devanture » :

- Ne pourra pas excéder 40% du montant HT total des travaux,
- Sera plafonnée à 850 € par dossier,
- Sera versée à la fin de la réalisation des travaux et sur présentation des factures et photos d'après-travaux,
- Le nombre de dossiers éligibles est plafonné à 10 dossiers par an pendant 3 ans,
- Sera mise en place à partir du 1^{er} janvier 2023,
- Chaque dossier fera l'objet d'une délibération en Conseil Municipal.

A ce jour, cinq commerces de Montpon-Ménestérol ont déposé un dossier complet. Les quatre premières attributions ont été votées lors du Conseil Municipal du 12 juin 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le versement de la Prime Devantures au cinquième commerce suivant qui en a fait la demande :

Nom de l'Etablissement	Montant Devis travaux HT présenté au dossier	Droit à Subvention	Précisions sur le projet
Jennyf'Hair	1 130,00 €	452,00 €	Installation nouvelle enseigne

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte le versement de la prime « Devantures » au commerce décrit ci-dessus,
- Autorise Madame la Maire à signer tout document et acte relatifs à l'exécution de la présente délibération.

140- Primes Devantures : reconduction 2024

Rapporteur : Vincent LECONTE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le PLU de la commune de Montpon-Ménestérol,

Considérant le souhait de la municipalité de favoriser la rénovation / création de devantures pour les commerçants de la commune ;

Considérant le projet de revitalisation du centre-ville en cours ;

Considérant l'adhésion au programme « Petite Ville de Demain » ;

Il est expliqué qu'il s'agit d'aider les commerçants / artisans ayant une activité implantée sur le territoire de la commune de Montpon-Ménestérol.

Les locaux commerciaux vacants sont exclus du dispositif.

Les travaux concernés sont ceux :

- Uniquement pour la partie commerciale,
- D'habillage façade, enseigne, éclairage extérieur, peinture, store...

Les objectifs pour la commune sont :

- D'augmenter l'attractivité et la fréquentation des commerces du centre-ville,
- D'embellir la commune,
- D'aider les commerçants dont la trésorerie post-Covid ne permet pas d'investissement urgent, à court terme,
- De donner une impulsion pour inciter les bailleurs à entretenir le bâti (commerce et habitation).

La prime « Devanture » :

- Ne pourra pas excéder 40% du montant HT total des travaux,
- Sera plafonnée à 850 € par dossier,
- Sera versée à la fin de la réalisation des travaux et sur présentation des factures et photos d'après-travaux,
- Le nombre de dossiers éligibles est plafonné à 10 dossiers par an pendant 3 ans,
- Sera mise en place à partir du 1^{er} janvier 2024,
- Chaque dossier fera l'objet d'une délibération en Conseil Municipal.

En 2023, à ce jour, 5 dossiers ont été présentés pour bénéficier de cette prime.

Observations :

M. Rousseau : Comment l'information est donnée aux commerçants ?

M. Leconte : Le manager de commerce diffuse l'information régulièrement pour favoriser les dépôts de dossier.

Mme Duhard : Qui est ce manager ? On ne le connaît pas ?

M. Leconte : Il est à la CC IDL, et disponible.

Mme Coley : Il travaille après 17h30 ?

M. Leconte : Non mais il est là toute la journée et vous le croiserez régulièrement dans les commerces, et il est disponible au téléphone.

M. Rousseau : Il fait uniquement les commerçants ou aussi les artisans ?

M. Leconte : Commerçants, artisans et entreprises.

M. Chazeau : Dommage, qu'une personne ayant un rôle aussi important, ne puisse pas venir nous voir, nous élus, pour nous faire un rapport de situation, faire part des difficultés ou pas de son activité. C'est quand même les montpennais qui le payent. Ça serait pas mal de pouvoir avoir un échange formel ou informel sur son travail.

M. Lotterie : Il est également partagé avec le Mussidanais.

Mme Rouiller : Ces actions sont aussi dans le bulletin municipal.

M. Leconte : Mais la rencontre est possible.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte la reconduction de la mise en œuvre de prime « Devanture » telle que décrite ci-dessus ;
- Inscrit les crédits nécessaires au budget ;
- Autorise Madame la Maire à signer tout document et acte relatifs à l'exécution de la présente délibération.

141- Solidarité avec la population marocaine - Subvention pour le Maroc suite au tremblement de terre

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Vu l'article L 1115-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'urgence de la situation,

Il est proposé à l'assemblée de soutenir les sinistrés du Maroc suite au tremblement de terre et d'apporter un soutien financier pour faire face à la crise humanitaire. En effet, face à la situation de crise qui frappe depuis plusieurs jours le Maroc, l'AMF a appelé les communes à participer à la solidarité nationale pour soutenir la population marocaine touchée. Le Gouvernement et l'ensemble des associations humanitaires sont également mobilisées pour accompagner la population soumise à cette situation.

Cette aide sera versée dans le cadre du Fonds d'Action extérieur des collectivités territoriales (FACECO). Ce fonds est géré par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il permet aux collectivités territoriales d'apporter une aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires à travers le monde, qu'il s'agisse de crises soudaines ou durables. Le FACECO constitue aujourd'hui l'unique outil de l'Etat donnant la possibilité aux collectivités de répondre rapidement et efficacement aux situations d'urgence et à la détresse des personnes affectées.

Le FACECO permet :

- De garantir la gestion de ce fonds,
- De s'assurer que les fonds seront utilisés en pertinence,
- De veiller à la traçabilité des fonds versés vis-à-vis des collectivités et des contribuables.

La commune de Montpon-Ménestérol souhaite prendre sa part, dans la mesure des moyens dont elle dispose, dans l'élan de solidarité international qui se met en place.

La participation de la collectivité pourrait être de 1 000 €.

Observations :

M. Salat : Nous avons voté pour à la CC IDL. C'est dramatique comme évènement. On partage tous cela. Mais la CC IDL a déjà donné, il y a des endroits en France qui sont frappés par les tempêtes, les inondations, la grêle comme l'an dernier ici en Dordogne, des pays en guerre...on va s'abstenir car pourquoi le Maroc, qui a refusé l'aide de l'Etat français ? J'entends la solidarité mais on s'abstiendra pour l'ensemble de ces raisons.

Mme Rouiller : Le Maroc, nous avons une proximité et une histoire commune, c'est une catastrophe naturelle. On ne donne pas à un pays en guerre. Il faut que le don soit encadré. Il est vrai que nous sommes aussi touchés mais il n'y a pas eu de fonds permettant à la collectivité de faire un don.

M. Lotterie : Il convient d'être prudent sur ce type de sujet. Il y a un cas particulier ici, c'est très encadré par le gouvernement, c'est une garantie qu'il n'y aura pas de dérives. C'est un domaine où il faut rester prudent.

M. Salat : J'entends bien que la demande proposée émane de l'Etat qui propose et que c'est encadré. Ma pensée est de dire pourquoi l'Etat sollicite les collectivités locales ? et il y a déjà la CC IDL. On a déjà participé en définitive.

M. Chazeau : J'ai la même réflexion que le second groupe d'opposition. Même démarche, même approche.

M. Marzat : Idem que pour la sécurité, c'est la suite du désengagement de l'Etat mais qui sait demander de l'argent aux collectivités pour sa politique étrangère.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

15 voix pour : Mmes Rozenn ROUILLER, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), M. Jean-Paul BOURDIE, Mme Séverine MAILLARD, M. Vincent LECONTE,

13 abstentions : MM. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Philippe VERDUN, Laurent MARZAT, Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, M. Jean-Jacques MOZE, Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration de à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

- Accepte de verser un don d'un montant de 1 000 € dans le cadre du fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) activé par le Centre de crise et de soutien du MEAE, auprès du service recettes de la DSFIPE en lui faisant parvenir par courriel (dsfipe.recettes chez dgfip.finances.gouv.fr) ou voie postale (30 rue de Malville – BP 54007 – 44040 NANTES CEDEX 1) une copie de la délibération ayant décidé du versement du don, la date du versement et l'affectation des fonds, en l'espèce le Maroc ;

- Accepte que la somme soit déduite du compte 6748 « Autres subventions exceptionnelles » prévu au budget principal 2023.

- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

M. Verdun quitte la séance et donne procuration à Mme Duhard.

142- Zac de l'Ormière – Acquisition d'un bâtiment appartenant à la SCI STELLA

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Par délibération des 20 avril 2016 et 09 septembre 2020, le Conseil Municipal de Montpon-Ménestérol s'est prononcé favorablement sur la création et la réalisation de la Zone d'Aménagement Concertée de l'îlot de l'Ormière.

Pour mémoire, les objectifs poursuivis par l'opération visent à :

- Amorcer la revitalisation du centre bourg
- Résorber les poches d'habitat dégradé et la vacance en cœur de bourg
- Engager la reconquête des berges de l'Isle et renforcer l'identité de ville nature
- Améliorer l'accessibilité pour tous et sécuriser les parcours doux
- Conforter le commerce de proximité

Pour mener à bien ce projet, il est nécessaire que la commune de Montpon-Ménestérol puisse disposer de la propriété foncière.

Ainsi, suite à l'annonce du non-renouvellement de bail par sa locataire, la SCI Stella a proposé l'acquisition de ce bien à la Commune afin d'acquérir une parcelle cadastrée section AC N° 730 et de renforcer la maîtrise du foncier dans le cadre du projet d'aménagement de la Zac de l'Ormière. Il est précisé que la commune effectuera l'acquisition effective du bien quand celui-ci sera libre de toute occupation.

Les parties sont convenues d'une cession au bénéfice de la ville moyennant la somme de cent dix mille euros (110 000 €).

L'avis des Domaines n'est pas nécessaire pour cette acquisition, le prix étant inférieur à 180 000 €.

Observations :

M. Salat : Sur un compte-rendu de décembre 2021, il avait été indiqué 75 000 € d'estimation des Domaines, puis une vente convenue entre les parties de 20 000 €. Donc là on achète 110 000 € soit 924 € le m² ?

M. Guigné : Quelle agence a estimé ça ?

Mme Rouiller : Je ne peux pas donner le nom de l'agence.

M. Salat : Je ne doute pas de l'opportunité pour la ZAC qui est l'arlésienne. Vous demandez de nous prononcer sur un achat à 924€ le m² à Montpon ? Aujourd'hui on paye la parcelle 130 000€. Ce que je vois c'est que la municipalité paye un bien 924 € le m² pour le détruire.

Mme Rouiller : Il y a un bâtiment sur la parcelle.

M. Salat : Vous ne respectez pas l'avis des Domaines. Vous engagez l'argent de vos administrés.

Mme Rouiller : C'est un déni de démocratie.

M. Salat : Aujourd'hui on est à 905 000 € d'achat pour la ZAC ! A ce prix là on devrait pouvoir attirer des franchises nationales et vous avez refusé récemment une franchise nationale sur la commune. Et qu'est-ce qu'il y a sur ce projet de l'Ormière ?

Mme Rouiller : Vous le saurez bientôt.

M. Salat : Quand vous aurez tout démoli ?

Mme Rouiller : Des diagnostics sont toujours en cours.

M. Salat : Depuis 2 mandats on en parle. J'étais favorable à ce projet car il était établi. Vous ne savez même pas vous-même ce que vous voulez faire.

M. Lotterie : Dès le début vous y étiez, et on savait que cela prendrait au moins 10 ans. Ces projets sont très longs. Je ne suis pas expert en immobilier mais ça ne me paraît pas ahurissant. Il faut voir ce que l'avis des Domaines disait exactement.

M. Salat : Au moins que les élus municipaux que nous sommes soient au courant et qu'on respecte l'avis des Domaines. Parce que le propriétaire veut vendre et que cela arrange, on ne discute pas le prix ! Je ne discute pas le projet, mais ici on ne respecte pas l'avis des Domaines. C'est sûr que c'est moins intéressant pour ceux qui ont vendu les premiers.

M. Lotterie : Pour tout achat à moins de 180 000 € l'avis des Domaines n'est pas requis. On ne les atteint pas.

M. Salat : Je ne mets pas cela en doute.

M. Lotterie : On entend l'argument sur le prix, mais cela ne semble pas déraisonnable par rapport aux autres acquisitions.

M. Salat : 135 000 € pour des bâtiments plus grands sur la même Rue Thiers ont été vendus récemment !

M. Lotterie : On est pris par le temps.

M. Salat : Et oui il va falloir rembourser EPF !

Mme Rouiller : EPF est déjà réglé.

M. Rousseau : Il y a un immeuble de la salle de sport Rue Chanzy vendu l'année dernière 400m² avec un étage, cave etc... vendu à 120 000 € soit en-dessous de 300 € le m². C'est un peu cher. La personne qui la chiffrée ? Elle est juge et partie ? Commissionnée ?
M. Lotterie : On ne peut pas donner le nom en public, mais non elle n'est pas investie dans l'acquisition.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Anne GRENET, M. Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, MM. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE,

9 contre : M. Philippe VERDUN (procuration à Mme Josiane DUHARD), Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY,

- Se prononce favorablement sur le principe d'acquisition d'une parcelle cadastrée section AC N° 730 moyennant la somme de 110 000 €,
- Missionne l'Office notarial SELARL NotR - Maîtres BLIN et LEPLUS pour recevoir l'acte authentique ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de ce dossier.

143- Valorisation 2023 des locaux prêtés à la mission locale

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Les Missions Locales sont chargées d'aider les jeunes à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle. Elles s'adressent à tous les jeunes de 16 à 25 ans qui rencontrent des difficultés, notamment en matière d'accès à l'emploi ou à la formation.

La mission locale – Ribéracois Vallée de l'Isle bénéficie dans les locaux de la Mairie de Montpon-Ménéstérol de deux bureaux et d'une salle mise gracieusement à disposition.

Afin de justifier de cette mise à disposition auprès de ses financeurs, la Mission Locale demande au Conseil Municipal de valoriser ce prêt de locaux.

La valorisation de la logistique mise à disposition par la municipalité est de 4 984.10 €.

Observations :

M. Chazeau : Qu'est-ce que c'est la valorisation logistique ?

Mme Rouiller : Cela doit apparaître dans leur bilan financier, et ils doivent mettre une valeur sur les locaux qu'ils utilisent, comme s'ils étaient loués.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la valorisation des locaux prêtés à la mission locale telle que décrite ci-dessus,
- Autorise Madame la Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

144- Service public d'assainissement collectif – Avenant n°1 au contrat d'affermage avec la société AGUR / Adaptation de la formule de révision des prix

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Il est rappelé que conformément au contrat de concession de service public avec la société AGUR, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022, les tarifs de base de la délégation sont actualisés annuellement au 1er janvier pour prendre en compte l'évolution des charges du délégataire.

Elle précise que l'indice d'indexation du prix de l'électricité entrant dans la formule de variation des prix est l'indice « 010534763 » (Electricité tarif bleu professionnel option heures creuses) est obsolète.

En effet, en application de l'article L.337-7 du code de l'énergie, cet indice n'est accessible que pour :

- Les consommateurs finaux non domestiques qui emploient moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de bilan annuels n'excèdent pas 2 millions d'euros,
- Les propriétaires uniques et les syndicats de copropriétaires d'un immeuble unique à usage d'habitation,

Il est donc nécessaire d'adapter la formule de révision des prix en procédant au remplacement de cet indice.

Il est expliqué qu'il convient de passer un avenant au contrat de concession du service public d'assainissement collectif ayant pour unique objet la modification de son article 8.5 (Modalités d'indexation du tarif de base de la part du délégataire) afin de remplacer l'indice électricité 010534763 par l'indice 010534766 (Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité >36kVA).

Cette modification du contrat, sans incidence sur le tarif de base de la délégation et qui entre dans le cadre de la circulaire de Madame la Première Ministre en date du 29/09/2022, basée sur l'avis du Conseil d'Etat en date 15/09/2022 est prise en application de l'article R.3135-5, du Code de la Commande Publique.

Il est donné lecture du projet d'avenant N°1.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte l'avenant N°1 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif avec la société AGUR.
- Autorise Madame la Maire à signer tout document et effectuer toute démarche relative à cette décision et à sa mise en application.

145- Service public d'assainissement collectif – Convention spéciale de déversement des eaux usées domestiques du lotissement du Claud de la Forêt dans le réseau d'assainissement du CH de Vauclaire

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Il est rappelé que par décision du Centre Hospitalier de Vauclaire, en date du 14 mars 2017, la Commune de Montpon-Ménestérol a été autorisée à déverser les eaux usées domestiques des

habitations du Lotissement « Le Claud de la Forêt » dans le réseau d'assainissement du CH de Vauclaire.

Elle précise qu'une convention spéciale de déversement a été conclue entre la Collectivité et le CH de Vauclaire le 18/01/2018 afin de préciser les modalités techniques et financières liées à ce déversement.

Depuis cette date un certain nombre d'éléments nouveaux sont intervenus :

- ✓ Conformément à son article 19, la convention initiale du 18/01/2018, est arrivée à échéance.
- ✓ La Commune de Montpon-Ménestérol a délégué à la société AGUR, l'exploitation de son service public d'assainissement collectif pour une durée de 12 ans à compter du 01/01/2022

En conséquence, les parties se sont rapprochées pour mettre à jour les clauses techniques et financières relatives à ce déversement et conclure une nouvelle convention.

Elle précise que conformément au contrat de concession de service public conclu avec la société AGUR, la redevance liée à ce déversement, actuellement à la charge de la Commune sera dorénavant, dans le cadre de cette nouvelle convention, prise en charge par le délégataire

Madame la Maire donne lecture du projet de convention.

Au vu de cet exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve le projet de convention spéciale de déversement des eaux usées du lotissement du Claud de la Forêt dans le réseau d'assainissement du CH de Vauclaire,
- Autorise Madame la Maire signer ladite convention et tout document relatif à sa bonne exécution.

146- Motion pour la sauvegarde des urgences de l'hôpital de Sainte-Foy-la-Grande

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Vu l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, fondant la compétence du Conseil Municipal pour émettre des vœux sur tous les objets d'intérêt local ;

Les élus du Conseil Municipal de Sainte-Foy-la-Grande alertent sur la situation inacceptable du centre hospitalier de Sainte-Foy-la-Grande, marqué par des fermetures à répétition du service d'urgences, du fait d'une pénurie de médecins.

En effet, depuis plusieurs mois les fermetures du service se multiplient et se sont accentuées tout au long de l'été. Cela, malgré les efforts des 63 Maires du bassin de vie réunis à l'appel de Christelle GUIONIE pour protester contre la fermeture nocturne des urgences de Sainte-Foy-la-Grande en interpellant le Directeur Régional de l'ARS et le Ministre de la Santé, qui n'a d'ailleurs jamais répondu.

A l'issue de ce courrier, le Directeur Régional de l'ARS s'est néanmoins déplacé à Sainte-Foy-la-Grande et a garanti qu'aucune fermeture totale n'était envisagée par l'Agence. Toutefois, il est constaté qu'aucune solution n'a pu être trouvée par l'ARS afin de garantir la continuité du service d'urgence durant l'été. Ainsi, même le SMUR n'a pu être maintenu pendant la période estivale, et ce n'est que grâce à la mobilisation des soignants ainsi que de la direction de l'hôpital qu'une solution partielle a pu être trouvée, par la mise en place d'une Equipe Paramédicale d'Urgence.

Cette situation est tout simplement inadmissible et inacceptable pour les habitants de nos communes, qui sont privés de leurs droits fondamentaux d'égal accès aux soins (Article L. 1110-

3 du Code de la santé publique) et d'accès aux soins les plus appropriés et les plus efficaces, notamment en cas d'urgence (Article L. 1110-5 du Code de la santé publique).

Une nouvelle fois ce sont les habitants des territoires éloignés des grandes villes ou des grands centres touristiques qui ne bénéficient pas d'une couverture médicale digne et équivalente à celle de Bordeaux ou du Bassin d'Arcachon.

Cette situation catastrophique montre la nécessité d'une transformation législative afin de réguler l'installation des médecins sur le territoire national + praticiens libéraux sur les territoires ruraux. Afin de garantir l'égal accès aux soins pour toutes et tous, il faut que l'installation des médecins soit guidée en fonction des besoins, dans les hôpitaux ou nous en manquons le plus.

Observations :

M. Salat : Je vous remercie de l'avoir ajouté car on ne sentait pas concerné par le sarladais. Merci de l'avoir ajouté.

Au regard des éléments exposés ci-avant, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, soutient le Conseil Municipal de Sainte-Foy-la-Grande dans ses actions pour la préservation des services de l'hôpital et notamment son service d'urgences ; dans son appel à l'Assemblée Nationale, par l'intermédiaire du député de la circonscription, à mettre à l'ordre du jour une proposition de loi permettant de réguler l'installation des médecins dans les hôpitaux publics qui en ont le plus besoin, dans son appel aux pouvoirs publics et notamment l'Agence Régionale de Santé à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour renforcer le service d'urgence de Sainte-Foy-la-Grande.

147- Motion pour le nouveau projet d'aménagement global de la voie de la Vallée de la Dordogne

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Vu l'existence, sur le territoire dénommé « Triangle d'Or de la Vallée de la Dordogne » (Sarlat-Domme-Saint Cyprien), d'un patrimoine historique et naturel unique, qui en fait l'un des plus beaux sites de France au cœur de la réserve mondiale de biosphère du bassin de la Dordogne,

Vu les besoins exprimés de façon constante par la population et les visiteurs, cyclotouristes, piétons, automobilistes, entreprises de transports, faisant état du danger à se déplacer dans ce secteur,

Vu les risques qui pèsent de façon prégnante sur ce territoire en termes de sécurité routière et de pollutions de tous ordres (gaz d'échappement, nuisances sonores et visuelles...),

Vu la nécessité qui s'impose, à tous les niveaux décisionnels, de répondre à l'urgence climatique et de préserver la biodiversité,

Vu la nécessité de proposer des nouveaux modes de déplacement « doux » permettant d'accéder à des sites touristiques extrêmement fréquentés,

Vu l'attachement des élus de la République à la bonne gestion de l'argent public, a fortiori dans le contexte économique et financier difficile auquel doivent aujourd'hui faire face les collectivités et les citoyens,

Observations :

M. Salat : Quelle est la situation géographique de la Vallée de la Dordogne ?

M. Lotterie : Ce n'est pas la peine de tourner autour du pot, il s'agit du nouveau contournement de Beynac.

M. Salat : Je n'ai pas la maîtrise du dossier de Beynac. Chacun dit sa version. Personnellement je ne me positionnerai pas sur un dossier que je ne connais pas et qui ne nous concerne pas directement. On ne connaît pas du tout le sujet.

M. Chazeau : J'ai les mêmes paroles que mon collègue. C'est nécessaire quand on connaît le coin mais on est loin de Beynac, je ne vois pas ce que le conseil municipal va faire dans des affaires qui ne nous concernent pas. Ils portent la voix qui est la leur, mais je ne vois pas pourquoi les montponnais devraient se prononcer.

Mme Rouiller : C'est un soutien qui est proposé au projet et à la population de la Vallée de la Dordogne.

M. Marzat : Je suis contre, car il y a des décisions de justice actant le saccage de l'environnement. On a dépensé du pognon, un pognon de dingue, il y a des astreintes à payer. Chaque intervention de l'être humain est une catastrophe, il faut penser différemment sur l'environnement. On parle de mobilités douces mais on a fermé les gares, et combien sont fermées encore ? Comment c'est financé ? Je dis STOP ! On doit respecter la nature, c'est le vivant. Je ne veux pas être associé à cela. Il y a des décisions de justice sur ce projet. 80% du tourisme qui vient sur 20% du territoire, on accentue encore le déséquilibre. Si les études avaient été bonnes, il n'y aurait pas eu tous ces recours. Ils se sont lamentablement plantés.

Mme Rouiller : Je suis pour le désenclavement et le bénéfice au quotidien de ces installations pour la population du secteur.

M. Lotterie : Les attendus du tribunal ne portaient pas là-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par :

13 voix pour : Mmes Rozenn ROUILLER, Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, MM. Jean-Pierre DEYSSARD, Anthony WILLIAMS, Mmes Monique VERT, Josette CABROL, M. Georges HERLEMONT (procuration à Mme Josette CABROL), Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à M. Jean-Paul LOTTERIE), MM. Jean-Paul BOURDIE, Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE,

10 contre : MM. Philippe VERDUN (procuration à Mme Josiane DUHARD), Laurent MARZAT, Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD (procuration de à M. Fabrice GUIGNE), M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY ;

5 abstentions : M. Gérard HAERRIG (procuration à Mme Nathalie JAVERZAC MARIGHETTO), Mme Anne GRENET, M. Alain MICOINE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD ;

- Considère que le nouveau projet d'aménagement global de la Vallée de la Dordogne, déposé par le Conseil départemental auprès de Monsieur le Préfet de Dordogne, répond à ces différents objectifs en :

- Créant une voie verte en site propre qui permettra de réaliser la continuité de la voie verte V91, permettant de relier, à terme, Souillac à la Gironde, traversant ainsi, en Dordogne, les territoires des communautés de communes de Pays de Fénélon, Sarlat Périgord Noir, Vallée de la Dordogne Forêt Bessède, Bastides Dordogne Périgord, Montaigne Montravel et Gurson et de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise.
- Rouvrant la gare de Castelnau-Fayrac, aménagée en halte nature multimodale,

- Mettant en place des navettes électriques qui desserviront l'ensemble des sites touristiques du territoire concerné,
 - Mettant en œuvre des mesures concrètes en faveur de la biodiversité : plantations de 27000 arbres et arbustes, restauration des couasnes du Pech et de Fayrac pour favoriser la reproduction des poissons, aménagement de gîtes à chauves-souris,
 - Interdisant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes entre Castelnaud et Fayrac et dans le bourg de Beynac,
 - Supprimant tout risque de croisement de deux véhicules à fort gabarit dans la traversée de Beynac,
- Estime que ces aménagements en faveur des mobilités d'avenir doivent être systématiquement encouragés et qu'ils ne peuvent, dans ce cas précis, être réalisés qu'à travers la réutilisation des ouvrages précédemment construits à l'occasion des travaux effectués en 2018,
- Considère que leur réalisation permettra d'éviter un inacceptable gaspillage d'argent public,
- Apporte, dans le cadre de la concertation en cours, son plein soutien à ce nouveau projet, qui répond pleinement aux besoins de la population et du territoire et qui, à l'instar d'autres projets actuellement à l'étude, doit permettre au monde rural de bénéficier d'infrastructures modernes et bénéfiques à l'amélioration du cadre de vie des Périgourdiens.

● Questions écrites

Questions communes aux listes « Perspectives 20/26 » et « Solidarité Citoyenne » :

1) Nombreuses personnes nous font remarquer que les monuments aux morts sont dans un état de noirceur avancé. Est-il prévu un nettoyage des 3 monuments aux morts de la commune avant ou après les cérémonies du 11 novembre ? qui en a la charge ? quel coût ?

Mme Rouiller : C'est à la charge de la commune, rénové en 2013 avec une participation du Souvenir Français qui va de nouveau être sollicité pour une nouvelle rénovation (50% pour celui sur la place des Trois Frères Laplagne et 100 % pour le cimetière des Moulineaux). Le directeur des services techniques va s'en charger.

2) Le parvis de l'église de Ménestérol est glissant à cause de la mousse entre les pavés et le manque d'entretien de ce dernier, pensez-vous y remédier sous peu ?

Mme Rouiller : Il a été effectué par la CC IDL au titre de la propreté urbaine et aujourd'hui c'est la commune qui va le faire. Les produits sont en cours de commande et l'intervention sera faite en suivant.

3) Depuis longtemps, les murs extérieurs de l'église de Ménestérol sont la proie des herbes comme les contreforts moussus... Nous savons que le portail étant classé, une intervention pour l'entretien doit avoir l'aval de la DRAC... Avez-vous projet d'un nettoyage en vue de la préservation de notre patrimoine classé ?

Mme Rouiller : Il n'y a pas tout à fait 15 jours on a rencontré les ABF (Architectes des Bâtiments de France) pour solliciter un avis technique sur l'église de Ménestérol. L'inquiétude est certaine sur les fentes apparentes et ce sont eux les plus qualifiés pour nous orienter sur la nécessité ou non de travaux. On attend le rapport mais il en ressort, à l'inspection extérieure, que le point délicat est la toiture. Même si les murs sont abimés ils ne semblent pas en état de danger. Pour

être certains il sera mis des témoins de contrôle. Après cela va dépendre des diagnostics des artisans. Soit il faut une rénovation globale de la toiture encadrée par la DRAC avec des subventions à solliciter. L'architecte des ABF a proposé de communiquer un listing des aides disponibles. Il faut qu'on réalise un diagnostic précis par un architecte agréé par les ABF. Il nous faut faire 3 devis pour ce diagnostic estimé entre 6 000 et 10 000 €. Ce sera proposé au budget de l'année prochaine. Il est important de prendre soin de notre église.

Pour le nettoyage par rapport à la végétation, l'architecte a précisé que cela peut être fait sans autorisation préalable par les agents de la commune ou de la CC IDL avec la nacelle.

4) Nous regrettons, une fois de plus, que les distinctions de la Ville se font en comité restreint, malgré une demande faite dernièrement en conseil municipal. Il ne faut pas oublier, madame le Maire, que les oppositions représentent plus de 50% des votants. Pensez-vous honorer dignement les futurs médaillés de la Ville comme les départs à la retraite du personnel ? Pourquoi écarter certains représentants du peuple ?

Mme Rouiller : Les remises de médailles seront annoncées dans l'ordre du jour des prochains conseils municipaux comme vous l'avez demandé. Sur les départs à la retraite, il y en a eu 4 cette année, un agent qui a souhaité faire son départ et qui a lui-même choisi ses invités et les 3 autres n'ont pas exprimé de souhait de pots de départ. Puisqu'on parle de médailles, il y en a au Défi Sport et vous y êtes les bienvenus.

M. Salat : Vous avez reçu M. et Mme Rey seule, j'ai vu cela dans ce journal.

Mme Rouiller : Non je n'étais pas seule, la municipalité était présente.

M. Lotterie : En droit, la définition de la municipalité, c'est le Maire et les adjoints. Après on peut l'élargir.

M. Salat : A ton époque tu invitais aussi tout le conseil municipal ! L'opposition ne fait donc pas partie du conseil ?

Mme Rouiller : Ce sont les invités qui invitent qui ils veulent.

M. Salat : Vous prenez les décisions qui vous regardent mais je vous demande de les assumer. Et vous me dites qu'ils n'ont pas souhaité m'inviter. Vous décidez vous et vous seule, vous n'associez personne, ni l'opposition et vous ne pouvez pas les assumer.

Mme Rouiller : Les décisions sont prises en concertation, une liste a remporté les élections.

M. Salat : Il y a un temps pour la campagne, je suis d'accord et il y a un temps où on peut essayer de travailler ensemble. Les prédécesseurs travaillaient autrement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h33.

La Secrétaire de séance,



Geneviève AUXERRE

La Maire,



Rozenn ROUILLER

